

Washington Wall Street Watch

N°2025-38 - Le 23 Octobre 2025

Une publication de l'Antenne de New-York du SER de Washington

SOMMAIRE

Politiques macroéconomiques

- Le *shutdown* s'éternise et menace la couverture santé

Services financiers

- Les banques régionales publient des résultats positifs dans un contexte entaché par plusieurs fraudes
- Christopher Waller gouverneur de la Fed propose des comptes « allégés » pour les acteurs non bancaires des paiements
- Un projet de loi au Sénat propose de relever les seuils de déclaration anti-blanchiment

Situation des marchés

Brèves

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Le *shutdown* s'éternise et menace la couverture santé

Au 23^e jour, le *shutdown* de 2025 est devenu le deuxième plus long de l'histoire américaine et le premier *shutdown* **total**, le *shutdown* de 2018-2019 (35 jours) ayant été **partiel** dans la mesure où cinq lois d'appropriation sur douze avaient alors été adoptées. Face à cette prolongation, les élus républicains envisagent désormais de repousser la date butoir de la *continuing resolution* adoptée à la Chambre au-delà du 21 novembre. Une extension jusqu'en 2026 est discutée, les républicains refusant, à ce stade, de retenir une échéance en décembre 2025.

Les lignes partisans restent fermement ancrées, comme l'illustrent les rejets

successifs au Sénat de la *continuing resolution* républicaine, déjà adoptée par la Chambre. Alors que les Démocrates exigent la reconduction des subventions « renforcées » des primes d'assurance santé d'Obamacare, le camp républicain conditionne toute négociation sur ce point au vote du budget provisoire qui permettrait la réouverture de l'administration fédérale. À défaut d'accord, ces subventions expireront le 31 décembre 2025, entraînant une hausse des primes sur les marchés d'assurances individuelles (*marketplace*) et un risque de non couverture des populations fragiles. Selon le [Congressional Budget Office](#) (CBO), environ 2,2 millions de personnes sortiront du système en 2026, en l'absence de reconduction pérenne des subventions. Un

chiffre susceptible d'augmenter progressivement jusqu'à 3,8 millions d'assurés supplémentaires non couverts en moyenne chaque année sur la période 2026-2034.

Plusieurs [propositions de loi](#) ont par ailleurs été soumises au Sénat, afin d'assurer le financement des salaires des agents « essentiels », mobilisés pendant le

shutdown sans être rémunérés. Une attention particulière est portée aux contrôleurs aériens, dont la prochaine paie — attendue en fin de mois — n'est pas provisionnée. En 2019, des absences massives avaient provoqué des retards majeurs dans les aéroports et accéléré la fin du *shutdown*.

SERVICES FINANCIERS

Les banques régionales publient des résultats positifs dans un contexte entaché par plusieurs fraudes

Les banques régionales ont publié des résultats positifs au 3ème trimestre, comme le montre l'analyse des résultats d'un échantillon de 11 d'entre elles (bilan de 35 à 100 Md USD). Le produit net bancaire progresse nettement chez tous les établissements (+10% en moyenne par rapport au T3 2024), tirée par une amélioration de la marge nette d'intérêts (MNI, +9%) : ces banques profitent de la décrue progressive des taux par la Fed, qui réduit leur coût de financement à court-terme plus rapidement que le rendement de leurs actifs (prêts, titres), dont la maturité est plus longue.

Le « coût du risque » de l'échantillon, mesuré par les provisions passées par les banques pour couvrir des défauts, connaît lui une nette hausse (+21%) essentiellement due aux difficultés rencontrées par deux établissements victimes de fraudes, Zions Bancorp (+277%) et Western Alliance (+138%). Si l'on exclut ces deux banques, le coût du risque baisse en moyenne de -5%. Les deux banques estiment avoir été victimes d'une fraude de la part d'un même fonds immobilier californien (Cantor Group). Zion a provisionné 60 M USD de pertes, et Western Alliance a déclaré une exposition de 98 M USD. Western Alliance est également exposé à hauteur de 168 M USD au fabricant de pièces automobiles First Brands, mais considère les collatéraux de qualité suffisante pour ne pas subir de pertes. Ces

établissements ont conduit une revue approfondie de leurs portefeuilles de prêts et affirment que les fraudes identifiées sont isolées et ne présentent pas de risque systémique.

De fait les fondamentaux solides de l'économie américaine soutiennent la croissance modérée de l'activité de prêts : les PME et ETI régionales qui constituent le cœur de leur clientèle sont peu affectées par les droits de douane et profitent du maintien de la croissance. Au total, en dépit de charges d'exploitation également en hausse, le résultat net de ces banques connaît une augmentation moyenne de 12%.

Le cours de bourse de ces établissements continue cependant de subir les conséquences des fraudes annoncées par Zions et Western Alliance, ce qui illustre une relative défiance des investisseurs. Ayant subi une chute de -6,3% le jeudi 16 octobre, l'indice des banques régionales « KBW Nasdaq Regional Banking » n'a regagné que +1,8% au cours des 5 derniers jours.

Christopher Waller, gouverneur de la Fed, propose des comptes « allégés » pour les acteurs non bancaires des paiements

Le 21 octobre 2025, lors d'un [discours](#) à l'occasion de la *Payments Innovation Conference* organisée par la Réserve fédérale à Washington D.C., le gouverneur Ch. Waller a proposé la création d'un nouveau type de compte « allégé » auprès de la Réserve Fédérale (Fed), baptisé *"skinny*

master account”, destiné aux entreprises non bancaires actives dans les paiements, notamment les sociétés de services de paiement et les acteurs crypto.

Aujourd’hui, ces entreprises ne disposent pas d’un compte principal auprès de la Fed (*master account*), qui permet le règlement des paiements au sein du système bancaire et la gestion des réserves auprès de la banque centrale. Pour transférer des fonds ou régler des transactions en dollars, elles doivent passer par une banque commerciale disposant d’un compte principal. Cette dépendance les expose à des coûts élevés, à des délais opérationnels et à une obligation de passer par des partenaires bancaires pouvant être réticents à travailler avec des sociétés crypto ou fintech.

Le modèle de compte proposé par Ch. Waller offrirait à ces acteurs un accès direct, mais limité, aux infrastructures de paiement de la Fed, leur permettant de détenir un solde à la banque centrale et d’effectuer directement des règlements en dollar. Toutefois, ces comptes seraient soumis à des conditions strictes pour réduire le risque systémique : plafonds de soldes, interdiction de rémunération des dépôts, inéligibilité au guichet d’escompte (*discount window*) ou aux découverts intrajournaliers, et rejet automatique des paiements en cas de solde nul.

Selon Ch. Waller, l’objectif est de créer une catégorie de comptes proportionnée au profil de risque et aux besoins opérationnels de ces nouveaux acteurs, sans leur accorder l’ensemble des privilèges des institutions bancaires.

Un projet de loi au Sénat propose de relever les seuils de déclaration anti-blanchiment

Le 21 octobre, les Républicains du comité des affaires bancaires du Sénat américain, menés par Tim Scott (Caroline du Sud), ont présenté un [projet de loi](#) visant à

moderniser le dispositif de lutte contre le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme. Le texte, baptisé STREAMLINE Act, propose de relever les seuils déclenchant une déclaration obligatoire des transactions, afin de simplifier les obligations de conformité des institutions financières.

Concrètement, la proposition ferait passer de 10 000 à 30 000 USD le seuil à partir duquel une déclaration de transaction en espèces (*Currency Transaction Report – CTR*) pourrait être requise et de 5 000 à 10 000 USD pour une déclaration d’activité suspecte (*Suspicious Activity Report – SAR*). Pour les entreprises de services financiers non bancaires — telles que les émetteurs de mandats ou les opérateurs de transfert de fonds —, le seuil de déclaration passerait de 2 000 à 3 000 USD. Ces montants seraient indexés sur l’inflation, avec une révision automatique tous les cinq ans.

En augmentant les seuils, les auteurs du projet espèrent réduire le volume de rapports transmis et mieux cibler les activités réellement suspectes, allégeant ainsi la charge administrative pesant sur les banques, les coopératives de crédit et les acteurs du secteur financier.

Cette initiative s’inscrit dans un mouvement plus large de rationalisation du dispositif américain de lutte contre la criminalité financière. Début octobre, le Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN) — l’agence du Trésor chargée de la lutte contre le blanchiment — a publié, avec la Fed, la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) et l’Office of the Comptroller of Currency (OCC), de nouvelles directives visant à alléger les obligations de déclaration des établissements bancaires. Pour rappel, ces orientations, définies dans une [foire aux questions](#) du 9 octobre, précisent notamment que les institutions ne sont plus tenues de déposer systématiquement un SAR pour toute transaction en espèces supérieure à 10 000 USD : un signalement ne doit être effectué que si la banque a des

raisons de penser que le client cherche à contourner les seuils de déclaration ou qu'une activité illégale est en cours.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 a augmenté de +1,6 % pour atteindre 6 738 points, de même que le Nasdaq, qui a progressé de +1,7 % à 22 942 points. Bien qu'ils aient baissé en milieu de semaine, les marchés actions sont, au global, haussiers, sur fond de résultats d'entreprises solides, considérés par les investisseurs comme un

indicateur d'une économie en bonne santé. Cette hausse est également portée par des signes d'apaisement dans les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine.

Les taux des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) sont stables à 2 ans, à 3,5%, et à 10 ans, à 4,0 %.

BREVES

- Le 22 octobre, la National Credit Union Administration (NCUA), l'agence fédérale chargée de la supervision et de la réglementation des coopératives de crédit américaines, a publié un [projet de règle](#) visant à supprimer la notion de risque réputationnel de son cadre de supervision. Le texte interdirait à l'agence de sanctionner ou de critiquer une institution uniquement sur la base de ce risque, et de demander ou encourager la fermeture de comptes pour des motifs politiques, sociaux, culturels ou religieux.
- Le 20 octobre, la Banque centrale de la République argentine a signé un [accord](#) de swap de 20 milliards USD avec le Trésor américain, visant à stabiliser le peso avant les élections législatives argentines prévues le 26 octobre. Cette initiative s'inscrit dans un ensemble de mesures américaines de soutien à l'Argentine, comprenant également des achats directs de pesos et des prêts privés, présenté le 24 septembre par le secrétaire au Trésor Scott Bessent. Lors d'une rencontre à la Maison-Blanche le

14 octobre 2025, l'ex-président Donald Trump a conditionné ce soutien à la victoire de Javier Milei aux résultats des élections, déclarant : « S'il ne gagne pas, nous partons ».

- Le 22 octobre, dans une [lettre](#) conjointe adressé aux chefs d'Etat de l'Union Européenne (UE), les États-Unis et le Qatar demandent aux États Membres de l'UE de retirer ou d'amender en profondeur la directive « devoir de vigilance » (Corporate Sustainability Due Diligence - CS3D), dont la renégociation démarre prochainement. Ils expriment leurs « graves préoccupations » quant aux effets potentiellement négatifs de la CS3D, pour l'économie européenne, l'accès de l'Union au gaz naturel liquéfié (GNL), et l'attractivité du continent pour les investissements étrangers.